

POLITIQUE CULTURELLE

Sésame s'ouvre pas à pas

Luc Caregari

L'année 2010 a vu la création du Kulturpass, permettant aux défavorisés de fréquenter les temples culturels. Pourtant, les mentalités tardent à avancer.

Ce fut un grand pas en avant. Du moins du point de vue de la ministre de la culture Octavie Modert, lorsqu'elle présentait en mars de cette année l'initiative du Kulturpass. Bien que ce ne soit - comme d'habitude - pas une idée originale venant des têtes pensantes de son ministère, mais lancée par une asbl nommée « Cultur'All », cette prise de conscience démontre que la façon de percevoir la culture est enfin en train de changer aussi au grand-duché. Car depuis presque toujours, la culture au Luxembourg consiste dans sa plus grande majorité en deux choses : la frime et le copinage.

Pour la frime, on n'a plus besoin de décliner tous les coûteux projets plus ou moins rentables - avec une dédicace spéciale pour le musée de la forteresse, qui, s'il a disparu de l'actualité, reste toujours vide de substance comme de concept - qui témoignent de la volonté du Luxembourg de jouer dans la cour des grands. Cette mégalomanie n'est pas

sans évoquer les émirats arabes qui eux aussi achètent à grands coups de la culture juste pour l'avoir.

En ce qui concerne le copinage, une petite anecdote en dit plus long qu'une liste de dénonciation. Lors d'une conférence publique organisée par le mensuel « forum » au Carré Rotondes en septembre sur le thème de la politique culturelle en présence de la ministre, le débat a quelque peu dérapé. Ou n'est jamais vraiment arrivé là où il voulait atterrir, à savoir déterminer les concepts d'une future politique culturelle. Au contraire, la grande majorité des intervenants dans le public ne s'intéressait qu'à une seule chose : leur argent des subventions et l'avenir de leurs conventions. Si beaucoup de personnes ont trouvé cela déplorable et ont blâmé ces intervenants pour leur manque de tact et d'intérêt pour une politique durable, il faut se rendre à l'évidence : c'est l'état de la politique culturelle actuelle au Luxembourg, ni plus, ni moins. Tout le monde veut protéger ses arrières, et tous les acteurs ont peur de ne plus se retrouver sur les listes des subventionnés, voire de perdre une convention qui leur assure une planification stable de leurs activités. C'est dans une ambiance de

méfiance réciproque et généralisée que cette soirée, qui aurait dû clarifier les choses, s'est terminée. Au lieu de lever le brouillard, certains plus naïfs encore, ont dû se rendre à l'évidence que ce pays naviguait à vue dans les dossiers de politique culturelle et qu'il valait mieux disposer de bonnes relations dans les hautes sphères ministérielles afin de s'assurer de son financement.

Craintes d'exclusion à tous les niveaux.

Avec une telle mentalité, qui prévaut tant du côté des personnes actives dans la culture que du ministère, on voit la distance qui nous sépare d'une vraie culture d'inclusion. Se pose la question du comment on arrivera un jour à voir que la culture n'est pas un luxe, ni une décoration mais un droit de l'Homme. Et qu'il ne suffit pas de libérer quelques places pour les indigents pour prétendre à une culture ouverte à tous.

Car même si les intervenants craignent d'être exclus, qu'en est-il du public ? Et on ne parle pas ici des couches qui de toute façon et depuis toujours fréquentent et dominent la culture. Mais plutôt de ceux et

de celles qui n'ont pas l'habitude de se rendre dans les hauts lieux de la sphère culturelle.

En général, on peut distinguer deux groupes qui nécessitent une sensibilisation spéciale pour accéder à la culture : les jeunes et les socialement défavorisés, quand ils n'appartiennent pas aux deux groupes.

Pour ce qui est des jeunes, on peut estimer que des efforts considérables ont été réalisés à tous les niveaux ces dernières années, voire décennies. Les lieux de socialisation culturelle des jeunes se sont déplacés de la sphère locale et associative vers les grandes institutions étatiques qui proposent de plus en plus souvent des programmes de découverte et de pratiques culturelles spécialement conçus pour ce public. En effet, rares sont les musées ou théâtres qui peuvent encore se permettre de passer à côté du jeune public.

C'est ce qu'ont aussi compris les responsables de la ville de Luxembourg. La semaine dernière, les deux échevins libéraux Lydie Polfer et Xavier Bettel présentaient le carnet culturel jeunes, destiné justement à donner envie au moins de 25 ans de fréquenter les institutions de leur ville. Si le carnet n'est pas une nou-



PHOTO: FLICKR

On voit le monde avec des yeux différents, quand on vient d'une couche sociale défavorisée...

veauté à vrai dire, il a presque failli tomber dans l'oubli, comme l'a souligné Lydie Polfer lors de la conférence de presse : « Nous avons procédé à une première édition en 2004, puis nous l'avons réédité en 2009. Et puis l'année à venir nous souhaitons encore une fois garantir un accès aux jeunes à nos maisons ». La ville se serait décidée à réitérer son initiative après avoir constaté une augmentation de 35 pour cent de l'usage de ses carnets. La distribution des carnets sera assurée à partir de janvier par le service national de la jeunesse. Mais déjà avant, les initiateurs veulent populariser leur mesure en organisant des stands à des fêtes pour jeunes et en faisant la plus large promotion possible. Les jeunes pourront donc profiter d'entrées gratuites dans les musées, aller à la Cinémathèque ou au « grand théâtre » et même se faire remettre une impression gratuite d'une photo qu'ils pourront choisir dans la photothèque de la ville.

D'une contre-valeur d'une centaine d'euros, ces carnets représentent un investissement considérable. Un demi-million exactement, si tous les 5.000 carnets en venaient à être utilisés entièrement. Mais contrairement au Kulturpass, le manque à ga-

gner pour les institutions est entièrement financé par la ville, puisque c'est elle qui prend en charge ses institutions.

La gêne de mal se comporter.

Ce qui n'est pas le cas pour le Kulturpass, où le ministère de la culture peut jouer les bons samaritains alors que les institutions qui participent au projet doivent couvrir elles-mêmes la différence. Mais, d'après Claudine Bechet-Metz, la responsable de l'association « Cultur'all » qui gère le projet, le problème principal ne serait pas là. Au contraire, la peur que certaines maisons culturelles acceptant le Kulturpass pourraient souffrir financièrement de leur offre ne semble pas justifiée. « Même si nous avons enregistré une demande énorme », ajoute-t-elle.

Jusqu'à décembre, plus de 5.000 Kulturpass ont été demandés. Même si les chiffres exacts ne seront publiés que début 2010, on peut dès lors établir que les personnes qui entrent en compte pour demander le passeport culturel - c'est-à-dire celles et ceux qui peuvent demander l'allocation de vie chère - sont toutes intéressées par l'offre.

Comment expliquer alors que malgré le succès apparent de la mesure, aussi peu de personnes ne l'utilisent ? Pour Claudine Bechet-Metz, cela reflète une réalité complexe. « D'abord, on a l'impression que les gens qui le demandent veulent juste l'avoir pour l'avoir en poche. Mais dès lors qu'il s'agit de l'utiliser, ils ressentent une certaine gêne. On constate que le gros des gens ne l'utilise tout simplement pas. En fait, presque les seuls à en faire un usage récurrent, sont des personnes qui viennent de dégringoler de leur statut social, des gens qui font l'expérience du chômage et de l'assistanat social pour la première fois dans leur vie et qui avant cela avaient l'habitude des lieux culturels », explique-t-elle.

C'est donc tout un travail de médiation qui s'impose. Car il ne suffit apparemment pas d'ouvrir grandement ses portes aux personnes issues des couches défavorisées, mais il faut aussi - et surtout - leur prendre la peur de ces institutions et combattre leurs préjugés. En effet, pour quelqu'un qui n'a jamais connu l'habitude de fréquenter les musées, par exemple, et dont l'entourage ne l'a jamais encouragé à y aller, une barrière invisible existe. La peur de se faire remarquer,

voire démasquer comme un indigent, un gueux, prévaut trop souvent sur la curiosité de découvrir quelque chose de nouveau.

« C'est pourquoi nous avons besoin de l'aide des assistants sociaux et de tous les multiplicateurs qui travaillent dans le social pour qu'ils enlèvent la peur ». Selon Claudine Bechet-Metz, une bonne initiative sont les passeports associatifs, qu'on doit demander au préalable aux institutions qu'on veut visiter. En groupe, la gêne est souvent moins grande et le désir de retourner seul en ces lieux sans se perdre peut naître chez certaines personnes.

Quant à la coopération avec les institutions, elle se dit plutôt satisfaite, malgré quelques couacs dans l'une ou l'autre maison : « Je crois que ça commence à bouger. La majorité des institutions a signé la convention avec notre association. Elles commencent à comprendre que nous ouvrir les portes peut être très bien pour leur image ». Comme quoi, dans la culture participative, tout le monde peut gagner.